



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
d'Occitanie**

Nîmes, le **14 FEV. 2025**

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Cellule Déchets  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PREFECTORAL n°2025-017-DREAL**

**autorisant la poursuite de l'exploitation de la déchetterie sise sur la commune d'Uchaud,  
exploitée par la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle  
en application de l'article L. 181-45 du code de l'environnement**

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU** le titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le titre IV du livre V du code de l'environnement relatif à la prévention et à la gestion des déchets ;
- VU** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-14, R. 122-2, R. 181-45, R.516-1 ;
- VU** le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le récépissé de déclaration n°04.046N du 9 mars 2004 autorisant la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle, à exploiter une déchetterie située au 131, Route de Boissières, Lieu-dit «Puech de Bole», sur la commune d'Uchaud ;
- VU** le récépissé n°14-147N délivré à la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle en date du 7 octobre 2014 de sa déclaration sollicitant le fonctionnement au titre du bénéfice des droits acquis pour la rubrique n°2710-1b sous le régime de l'autorisation et 2710-2b sous le régime de la déclaration soumise à contrôle périodique, de sa déchetterie située sur le territoire de la commune d'Uchaud ;

- VU** la preuve de dépôt n°A-4-GG9CNGUJX délivré à la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle en date du 11 juillet 2024 de sa déclaration de l'ajout d'une benne supplémentaire de déchets non dangereux de mobilier ;
- VU** l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Gard en date du 12 janvier 2025 relatif aux besoins en défense extérieure contre l'incendie (DECI) de la déchetterie d'Uchaud ;
- VU** le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, en date du 3 décembre 2024;
- VU** le projet d'arrêté préfectoral porté par courrier recommandé du 31 janvier 2025 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 3 février 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle est autorisée à exploiter une déchetterie située au 131, Route de Boissières, Lieu-dit «Puech de Bole» sur le territoire de la commune d'Uchaud par le récépissé n°14-147N du 7 octobre 2014 de sa déclaration sollicitant son fonctionnement au titre du bénéfice des droits acquis sous le régime de l'autorisation pour la rubrique n°2710-1a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de la déclaration pour la rubrique n°2710-2b ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article 4.2. de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 susvisé, la déchetterie d'Uchaud doit disposer notamment d'un ou plusieurs appareils d'incendie, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, d'une capacité en rapport avec les risques à défendre ;

**CONSIDÉRANT** que la déchetterie dispose actuellement d'une citerne interne d'une capacité de 60 m<sup>3</sup> pour assurer sa défense extérieure contre l'incendie (DECI);

**CONSIDÉRANT** que le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Gard a évalué, dans son avis rendu en date du 12 janvier 2025, les besoins actuels en eau d'extinction d'incendie de la déchetterie d'Uchaud à 120 m<sup>3</sup> ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire par conséquent de prescrire à la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle de compléter la DECI actuelle de la déchetterie d'Uchaud en conséquence afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement par arrêté préfectoral ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE .TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE**

##### **ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

La Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle, de SIRET n°243 000 569 00067, représenté par son président, et dont le siège social est situé 2, avenue de la Fontanisse, 30660 Gallargues-le-Montueux, est

autorisée à poursuivre l'exploitation d'une déchetterie située au 131, Route de Boissières, Lieu-dit «Puech de Bole» sur le territoire de la commune d'UCHAUD, en respectant les dispositions des articles suivants.

Ces installations sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

## **CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS**

### **ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

<b>Rubrique</b>	<b>Installations et activités concernées</b>	<b>Éléments caractéristiques</b>	<b>Régime*</b>
2710-1.a	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 7 t	<b>Quantité susceptible d'être entreposée : 10 t</b>	A
2710-2.b	Installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets : 2. le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : b) supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> et inférieur à 300 m <sup>3</sup>	<b>Volume susceptible d'être présent : 274 m<sup>3</sup></b>	DC

\*Régime : A : autorisation ; DC : déclaration avec contrôle périodique

### **ARTICLE 1.2.2. RÉGIME ADMINISTRATIF DES INSTALLATIONS**

Le récépissé n°14-147N délivré à la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle en date du 7 octobre 2014 prend acte de l'exploitation sous le régime de l'autorisation de sa déchetterie, située sur le territoire de la commune d'Uchaud (30 620). Le bénéfice des droits acquis sous le régime de l'autorisation est étendu à l'ensemble des installations réglementées par le présent arrêté. Dès lors, le régime de l'autorisation constitue le cadre administratif applicable pour l'ensemble des installations du site.

### **ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les installations autorisées sont situées sur la commune d'Uchaud, sur la parcelle n°0025 de la section AE.

### **ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES**

Les installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que les installations situées dans l'établissement, non classées mais connexes à des installations classées, sont soumises aux prescriptions du présent arrêté.

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un local d'accueil et de gardiennage,

- 8 bennes associées à des quais de déchargement :
  - Gravas : 1 benne de 12 m<sup>3</sup>,
  - Métaux : 1 benne de 30 m<sup>3</sup>,
  - Déchets verts : 2 bennes de 30 m<sup>3</sup>,
  - Tout-venant incinérable : 2 bennes de 30 m<sup>3</sup>,
  - Bois : 1 benne de 30 m<sup>3</sup>,
  - Cartons : 1 benne de 30 m<sup>3</sup>,
- 1 benne de 30 m<sup>3</sup> en haut de quai pour le mobilier :
- des colonnes de 4 m<sup>3</sup> pour la collecte du papier, des textiles et du verre,
- 1 cuve avec rétention intégrée de 1000 l pour les huiles minérales usagées, disposée sous un auvent,
- 1 cuve pour les huiles alimentaires :
- 1 conteneur de 30 m<sup>3</sup> pour les déchets dangereux spécifiques,
- 1 conteneur de 30 m<sup>3</sup> pour les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- des contenants spéciaux pour les cartouches d'encre, les piles et accumulateurs, les ampoules et les néons, les jouets,
- un local technique,
- un local agent.

### **CHAPITRE 1.3. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

Sans préjudice des autres prescriptions figurant dans le présent arrêté, les textes suivants sont notamment applicables à l'exploitation des installations :

- arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

### **CHAPITRE 1.4. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de moins de 200 m des installations. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage. Cette disposition s'applique à compter du 30 juin 2025 ;

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

---

## **TITRE 2. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS**

---

### **ARTICLE 2.1. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 2.2. PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'Uchaud et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché en la mairie d'Uchaud pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet Géorisques – rubrique installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/dossier/installations>, pendant une durée minimale d'un mois ;
- 4° Ce même arrêté est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la Communauté de Communes du pays de Sommières.

### **ARTICLE 2.3. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (article L. 514-6 du code de l'environnement)**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.



#### ARTICLE 2.4. EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et le maire d'Uchaud sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Communauté de Communes Rhône-Vistre-Vidourle.

Le préfet,

Pour le préfet,  
le secrétaire général

Yann GÉRARD